



Assemblée générale

Distr. générale
5 octobre 2023
Français
Original : chinois

Soixante-dix-huitième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 26 septembre 2023, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Lors du débat général tenu dans le cadre de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, une poignée de pays ont utilisé abusivement la tribune de l'ONU à des fins politiques en communiquant des informations fausses et tendancieuses sur la Région autonome ouïghoure du Xinjiang, formulant des accusations infondées contre la Chine qui les rejette vigoureusement et tient à clarifier sa position comme suit :

Conformément à la loi, le Gouvernement chinois garantit les divers droits et intérêts légitimes des personnes de tous les groupes ethniques présents au Xinjiang, notamment leurs croyances religieuses, leurs cultures spécifiques, leurs langues orales et écrites et leurs emplois. Ces dernières années, le Xinjiang a connu une période de développement économique continu, d'harmonie sociale et de stabilité, d'amélioration ininterrompue du niveau de vie, de prospérité culturelle sans précédent, de relations religieuses harmonieuses et de progrès notables en matière d'avancement des droits humains.

La question du Xinjiang ne se pose absolument pas en termes d'ethnicité, de religion et de droits humains mais plutôt de lutte contre le terrorisme, de séparatisme et d'ingérence dans les affaires intérieures. En accord avec la législation, le Xinjiang a déployé des efforts visant à lutter contre le terrorisme et la radicalisation, réussissant à réduire la fréquence des activités terroristes. Cette action a permis dans toute la mesure du possible de protéger les droits fondamentaux de tous les groupes ethniques, dont le droit à la vie et au développement, et a contribué de manière positive à la lutte antiterroriste menée à l'échelle internationale, recueillant le soutien sans réserve des populations de tous les groupes ethniques vivant au Xinjiang et gagnant la pleine reconnaissance de la communauté internationale.

À plusieurs reprises, un petit nombre de pays ont utilisé la question du Xinjiang pour diffuser des rumeurs et susciter le trouble, se livrant à des manipulations politiques au nom des droits humains avec l'objectif de freiner le développement de la Chine par une stratégie consistant à « utiliser le Xinjiang pour contraindre la Chine ». L'existence au Xinjiang d'un prétendu « travail forcé » et de ce qu'on qualifie de « nettoyage ethnique » relève d'un mensonge totalement absurde. Au



cours des 40 dernières années, la population ouïghoure du Xinjiang a doublé, passant de plus de cinq millions à plus de 12 millions de personnes. Au cours des 60 dernières années, la production économique totale y a été multipliée par plus de 200 et l'espérance de vie y est passée de 30 à 74 ans. Il s'agit là de l'un des plus importants projets en matière de droits humains et de la meilleure pratique qui puisse être faite de ces droits.

Ces dernières années, plus de 2 000 représentants gouvernementaux, personnalités religieuses et journalistes de plus de 100 pays et organisations internationales se sont rendus en visite au Xinjiang et ont fait l'éloge de la stabilité sociale et de la prospérité de la Région. Dans des contextes variés, une centaine de pays ont régulièrement exprimé leur soutien aux modes de gouvernance appliqués par la Chine au Xinjiang, que ce soit au Conseil des droits de l'homme ou dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, s'opposant à l'utilisation de la question des droits humains comme un prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la Chine. En octobre 2022, le Conseil des droits de l'homme a catégoriquement rejeté le projet de décision sur le Xinjiang soumis par un petit nombre de pays et il a refusé de valider la soi-disante « évaluation » menée dans cette région par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sous la pression de quelques États. Les faits ayant montré plusieurs fois que la politisation des questions relatives aux droits humains ne fait pas recette, les tentatives d'écarter et de contraindre la Chine en brandissant la question du Xinjiang sont vouées à l'échec.

La Chine souligne une fois de plus que la question du Xianjiang est liée à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. C'est une affaire strictement intérieure et aucune ingérence de forces extérieures ne sera tolérée. La détermination du Gouvernement chinois à préserver sa souveraineté nationale, sa sécurité et ses intérêts en matière de développement est inébranlable. La Chine exhorte les pays concernés à renoncer à une mentalité de guerre froide et à un parti pris d'arrogance, à porter un regard objectif et rationnel sur son développement et à cesser immédiatement d'utiliser des questions de droits humains pour s'ingérer dans ses affaires intérieures.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la République populaire
de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Zhang Jun**